



Observatoire Jeunes et Société

Bulletin d'information vol 6, n° 1

Été 2005

L'IDENTITÉ POLITIQUE DES JEUNES EN MILIEU FRANCOPHONE MINORITAIRE : TRANSMISSION OU CONSTRUCTION ?

Annie Pilote

Stagiaire postdoctorale INRS-UCS
Observatoire Jeunes et Société

Comment les jeunes minoritaires se définissent-ils ? Quelle est l'importance de la langue et de la culture dans leur identité ? Quelles sont leurs appartenances les plus significatives et comment les expriment-ils ? Dans quelle mesure l'identité de ces jeunes correspond-elle à l'identité collective mise de l'avant par la communauté minoritaire ? Souhaitent-ils participer à différentes sphères de la société et comment y parviennent-ils ? Telles sont les interrogations qui ont guidé notre recherche auprès de jeunes qui fréquentaient une école francophone à Fredericton au Nouveau-Brunswick (Pilote, 2004).

Une revue des écrits révèle que l'identité des jeunes minoritaires est habituellement vue comme le produit d'une transmission culturelle marquée par deux processus. D'abord, les jeunes sont considérés comme les victimes d'un processus d'assimilation linguistique et culturelle au sein de la société anglo-dominante, menaçant ainsi la reproduction de la communauté minoritaire (Bernard, 1998 ; Castonguay, 2002). C'est pourquoi le deuxième processus, présenté comme une solution, met l'accent sur la socialisation linguistique et culturelle des générations montantes par une action concertée de la famille et de l'école (Landry et Rousselle, 2003). Notre pensons toutefois qu'une approche renouvelée mettant l'accent sur la construction sociale de l'identité

politique permettrait de poser un regard différent sur la jeunesse en milieu francophone minoritaire. Nous commencerons par montrer comment notre orientation théorique se rattache à un renversement de perspective qui a marqué le champ de la socialisation politique au cours des dernières années. Puis, nous présenterons notre cadre d'analyse de l'identité politique définie à partir de quatre dimensions : la langue, la culture, le sentiment d'appartenance et les rapports de pouvoir. Nous terminerons par la présentation de quelques résultats de recherche qui révèlent une « nouvelle » manière de voir l'identité politique des jeunes en milieu francophone minoritaire.

Un renversement de perspective

Les études mettant l'accent sur le processus de transmission identitaire se rattachent à un premier courant d'études sur la socialisation politique réalisées à partir des années 1960 (Hyman, 1959 ; Easton et Dennis, 1969). Selon ces recherches, une socialisation politique menée avec succès pouvait ensuite s'observer par l'adoption d'un comportement politique souhaité, comme le respect de l'autorité. Ces travaux pionniers ont permis de voir la citoyenneté comme un processus d'apprentissage de comportements politiques se déroulant sur le parcours de vie et ce, dès l'enfance — moment où les orientations politiques sont formées progressivement. Ils ont aussi montré l'influence des institutions

sociales sur les comportements et les attitudes politiques individuelles à travers des mécanismes formels et informels. Toutefois, des études subséquentes ont critiqué la conception passive de l'individu émanant de ce courant.

C'est pourquoi nous avons assisté vers le milieu des années 1990 à un renversement de perspective dans le champ de la socialisation politique. La nouvelle approche met dorénavant l'accent sur la participation de l'individu à sa propre socialisation et au sens qu'il accorde à ses expériences (Conover et Searing, 1994 ; Hepburn, 1995). Ces recherches s'intéressent aux processus par lesquels les individus deviennent membres d'une même communauté politique et à la façon selon laquelle l'expérience individuelle est influencée par le système politique. Elle permet ainsi d'appréhender la socialisation politique comme un processus de construction d'identités politiques à travers l'expérience sociale marquée par l'interaction de l'individu avec son environnement. Si l'identité politique oriente l'action du citoyen, la participation au sein d'une collectivité contribue aussi à la construction de cette identité. Ces travaux marquent donc une rupture avec la première vague de recherches en socialisation politique. Les sujets ne sont plus vus comme des récepteurs passifs de messages transmis par la société ; ils sont les acteurs de leur propre socialisation.

La négociation sociale de l'identité politique

À la lumière de ces avancées théoriques, nous avons développé un cadre d'analyse de la construction de l'identité politique fondé sur l'expérience sociale de l'individu (Dubet, 1994). Elle est vue comme le résultat (plus ou moins stable) d'un processus de négociation identitaire (Dubar, 2000) marqué par des interactions sociales et se déroulant sur une trajectoire temporelle (biographique et historique). La construction de l'identité politique n'est jamais complétée; elle se déroule sur la vie entière et ne suit pas un parcours linéaire. C'est pourquoi nous avons analysé le processus de construction de l'identité politique à partir de récits biographiques d'adolescents vivant en milieu francophone minoritaire.

De manière générale, l'expression «identité politique» est fréquemment utilisée pour parler de l'appartenance à une nation. Dans d'autres cas, l'identité politique est employée pour désigner l'adhésion à un courant politique et à ce titre, elle contribuerait à orienter le vote. Toutefois, la notion que nous avons développée en vue d'une analyse en milieu francophone minoritaire est plus large que les façons habituelles de définir l'identité politique. Elle comprend quatre dimensions: la langue, la culture, les rapports de pouvoir et le sentiment d'appartenance. Les deux premières dimensions sont habituellement employées pour caractériser l'identité collective des communautés francophones minoritaires et marquer les frontières identitaires (il s'agit de la langue et de la culture). Les rapports de pouvoir constituent la troisième dimension; elle renvoie aux rapports dialectiques foncièrement inégaux qui s'établissent entre les membres du groupe minoritaire et les autres groupes (mais aussi entre les membres du groupe minoritaire dans la construction de l'identité collective). L'appartenance constitue la quatrième dimension; elle fait référence à la dimension subjective de l'expérience collective de même qu'à sa complexité (appartenances multiples). L'identité politique se présente donc comme une construction combinant, de manière propre à chaque individu, les différentes dimensions identitaires.

L'identité politique des jeunes en milieu francophone minoritaire

Malgré l'anglicisation croissante des jeunes en milieu francophone minoritaire, notre étude auprès d'adolescents qui fréquen-

taient une école francophone au Nouveau-Brunswick a révélé qu'il existait une multiplicité de modes d'appartenance et de trajectoires possibles de manière à éviter des interprétations déterministes des identités individuelles et collectives. L'identité politique construite par les jeunes varie selon la manière de combiner les différentes dimensions identitaires considérées comme des continuums plutôt que d'une manière dichotomique. Un individu pouvait donc se dire à la fois francophone et anglophone se réclamant ainsi d'une identité «bilingue». Ces jeunes manifestaient ainsi une volonté d'intégration stratégique à la société marquée par l'usage dominant de la langue anglaise, tout en exprimant un attachement à la langue et à la culture d'expression française ainsi qu'un sentiment d'appartenance à la communauté minoritaire. Cette manière de concevoir l'identité politique a également permis de constater qu'un même individu peut appartenir à différents groupes de manière concomitante; ce qui permet de passer du statut de minoritaire au statut de majoritaire selon le type de liens sociaux recherchés (communautaires ou civiques).

L'aspect multidimensionnel de l'identité politique a aussi permis de tenir compte simultanément d'éléments souvent abordés de manière distincte, par exemple l'identité linguistique et l'identité culturelle. Par exemple, cela a permis de constater qu'une forte identité francophone ne s'accompagne pas automatiquement d'une identité acadienne alors qu'au contraire, une identité bilingue (même anglo-dominante) peut s'accompagner d'une identité acadienne affirmée. Les identités construites par les individus sont donc apparues profondément complexes et malléables. Elles évoluent notamment selon les expériences vécues au cours de leur trajectoire ainsi qu'en fonction de leurs projets d'avenir. Par exemple, une jeune fille se qualifiant d'anglophone a découvert avec grand intérêt la culture acadienne à travers la fréquentation de l'école française. Point tournant dans sa trajectoire, cette jeune fille a décidé de développer ses compétences linguistiques en français et d'accorder une place à la culture acadienne dans sa vie future. Malgré un contexte social similaire, c'est à la fois par leurs parcours antérieurs spécifiques et par la mise en œuvre de leur marge de manœuvre relative que les individus aboutissent à des manières différentes de construire leur identité politique. On peut se demander, en dernier ressort, comment cette circulation identitaire

des jeunes d'un groupe à l'autre contribuera à (re)définir l'identité collective en milieu francophone minoritaire. Quoi qu'il en soit, nous avons détecté chez beaucoup de jeunes le refus de subir de manière passive l'attribution de leur identité en construisant une identité politique qui leur convienne ainsi qu'en cherchant à rapprocher l'identité collective du groupe francophone minoritaire de leur expérience vécue.

* * *

À la lumière de cette réflexion, les agents de socialisation politique en milieu francophone minoritaire — l'école au premier chef — ne devraient pas se satisfaire de transmettre la langue et la culture d'expression française aux nouvelles générations. Comment l'école française pourrait-elle engager les jeunes dans le processus de (re)définition de l'identité et des priorités collectives? Dans un tel cas, les jeunes accepteraient-ils le défi que leur pose la communauté minoritaire? Enfin, nous pouvons nous demander de quelle manière la «nouvelle» identité politique des jeunes contribue à transformer les collectivités (minoritaires ou majoritaires) auxquelles ils participent.

Création d'un réseau de jeunes chercheurs

Le comité de recherche «sociologie de la jeunesse» de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) travaille à la mise sur pied d'un réseau afin d'appuyer les étudiants et les jeunes chercheurs dans leur cheminement. Ceux et celles qui souhaitent participer à ce réseau d'échange et d'animation scientifique sont priés de faire parvenir leurs coordonnées à Annie Pilote (annie.pilote@ucs.inrs.ca).

Références

- BERNARD, Roger (1998), *Le Canada français : entre mythe et utopie*, Ottawa, Le Nordir.
- CASTONGUAY, Charles (2002), «Assimilation linguistique et remplacement des générations francophones et anglophones au Québec et au Canada», *Recherches sociographiques*, vol. 43, n° 1, p. 149-182.
- CONOVER, Pamela Johnston et Donald D. SEARING (1994), «Democracy, Citizenship and the Study of Political Socialization», in I. BUDGE et D. MCKAY (dir.), *Developing Democracy*, London, Sage, p. 24-55.
- DUBAR, Claude (2000), *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, 3^e édition, Paris, Armand-Collin.
- DUBET, François (1994), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- EASTON, David et Jack DENNIS (1969), *Children in the Political System : Origins of Political Legitimacy*, New York, McGraw-Hill.
- HYMAN, Herbert (1959), *Political Socialization*, Glencoe, Free Press.
- LANDRY, Rodrigue et ROUSSELLE, Serge (2003), *Éducation et droits collectifs : au-delà de l'article 23 de la Charte*, Moncton, Les Éditions de la Francophonie.
- PILOTE, Annie (2004), *La construction de l'identité politique des jeunes en milieu francophone minoritaire : le cas des élèves du Centre scolaire communautaire Sainte-Anne à Fredericton au Nouveau-Brunswick*, thèse de doctorat, Université Laval.
- SIGEL, Roberta (1995), «New Directions for Political Socialization Research: Thoughts and Suggestions», *Perspectives on Political Science*, vol. 24, n° 1, p. 17-22.

COLLOQUE SUR LA JEUNESSE AU CANADA FRANÇAIS

Michel Bock

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

Université d'Ottawa

Les 11 et 12 mars 2005, environ 60 personnes ont assisté au colloque annuel du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (CRCCF), «La jeunesse au Canada français : formation, mouvements et identité». En abordant une longue liste de questions et de problématiques qui se situent au cœur de l'expérience des jeunes d'aujourd'hui et d'hier, une vingtaine de chercheurs ont proposé des pistes permettant de mieux saisir les facteurs qui, au Québec et dans les autres parties du Canada français, ont favorisé l'émergence et la définition de la jeunesse comme catégorie sociale.

Avec l'apparition de la génération du *baby-boom*, la jeunesse occupe une place sociale plus grande que jamais, comme en témoigne la multiplication rapide de ses institutions au cours des cinquante dernières années. Les intervenants se sont interrogés, notamment, sur l'histoire de ces mouvements, sur l'évolution des rapports entre les jeunes du Québec et d'ailleurs au Canada français, sur les facteurs qui facilitent et qui freinent la constitution d'une identité proprement «jeune», sur les rapports qu'entretient la jeunesse avec les sphères politique et économique, etc. Ce colloque a aussi permis de rassembler des chercheurs provenant de divers horizons disciplinaires et géographiques, dont le Québec, l'Ontario, les Maritimes, voire la France et les États-Unis.

Cette approche interdisciplinaire et interregionale avait pour but de décloisonner l'étude de la jeunesse en facilitant les échanges entre les nombreux chercheurs qui s'intéressent à la question.

C'est à Michel Gaulin, professeur émérite du département de littérature française de l'Université Carleton, qu'est revenue la responsabilité de prononcer la conférence d'ouverture du colloque. Son allocution prit la forme d'un témoignage, souvent passionné, qui lui permit de relater ses expériences en tant que secrétaire général de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne à l'aube de la Révolution tranquille, alors même que le nationalisme canadien-français traditionnel — qui avait présidé à sa fondation en 1949 — était sur son déclin au Québec.

Les communications suivantes furent regroupées en sept séances consacrées à des thèmes fort variés : 1) le rapport de la jeunesse à l'identité collective (Annie Pilote de l'INRS ainsi que Rodrigue Landry et Kenneth Deveau de l'Université de Moncton); 2) le rôle des arts dans la formation identitaire des jeunes (Marie-Hélène Pichette du Collège Franco-Ouest; Micheline Fournier-Thibault du Collège Notre-Dame; Myriam Laabidi de l'Université Laval); 3) le rapport de la jeunesse à la sphère politique (Normand Frenette de l'Université de

Toronto; Valérie Malenfant de l'Université Laurentienne et Gino LeBlanc de l'Université de Moncton); 4) le militantisme des mouvements de jeunesse au Québec et en Ontario français au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (Nicole Neatby de Saint Mary's University et Yale University; Michel Bock de l'Université d'Ottawa et Lucie Piché du Cégep de Sainte-Foy); 5) le nationalisme dans l'éducation des jeunes durant les années 1930 (Louise Bienvenue de l'Université de Sherbrooke et Stéphane Lang de l'Université d'Ottawa); 6) la formation des élèves dans les salles de classe à niveaux multiples (Nathalie Bélanger, Diane Farmer et Kehra Taleb de l'OISE, Université de Toronto); et enfin 7) un exposé sur les précarités d'insertion professionnelle et le prolongement de la jeunesse en France, qui apporta une perspective étrangère à l'étude de la jeunesse (Christian Papinot de l'Université de Brest).

Le défi d'effectuer la synthèse du colloque incombait à Linda Cardinal, de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Les participants ont quitté le rassemblement avec une connaissance approfondie de l'expérience passée et actuelle de la jeunesse au Québec et parmi les minorités francophones des autres provinces. Précisons, en terminant, que le CRCCF prévoit, pour le plus grand profit des chercheurs, la publication des actes de ce colloque stimulant.

COLLOQUE SUR LES JEUNES ET LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Marjolaine Thibeault

Direction des communications

Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST)

Dans le cadre de l'Opération JeuneSST, l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) s'affaire, depuis le printemps 2004, à mieux circonscrire les enjeux qui touchent la santé et la sécurité au travail des jeunes. Le colloque *Les jeunes et la SST dans une société en mouvement*, organisé par l'IRSST en avril dernier, visait à faire le point sur la situation actuelle et les défis en santé et en sécurité du travail que représente l'entrée d'une nouvelle génération sur le marché de l'emploi.

Opération JeuneSST s'appuie sur un constat préoccupant : les travailleurs de 15 à 24 ans se blessent davantage au travail que leurs collègues plus âgés, qui eux travaillent en moyenne plus d'heures. À ces statistiques inquiétantes s'ajoutent des préoccupations concernant les mutations des formes d'emploi et les transformations du marché du travail. Des échanges avec plusieurs partenaires ont déjà permis à l'IRSST de cibler des pistes de réflexion pouvant l'amener à mieux

soutenir, par la recherche, les interventions de la CSST et de l'ensemble du réseau québécois de la SST sur les questions qui concernent les jeunes. Ce colloque était l'occasion de partager plus largement les constats en ce domaine, et ce, à partir de résultats de recherches et d'exemples concrets d'efforts faits par des organisations et des entreprises pour mieux intégrer les jeunes dans un nouvel emploi.

« En mouvement » décrit bien le parcours des jeunes travailleurs souvent appelés à occuper un emploi atypique (temps partiel, horaires rotatifs, contrats à durée déterminée, piges, etc.) et parfois, à cumuler plusieurs « petits boulots ». Ils entrent dans un marché du travail en transformation avec l'objectif d'avoir un emploi épanouissant, mais aussi du temps pour les loisirs ; avec, aussi, l'envie d'oser. Ils refusent de se voir imposer des façons de faire et veulent qu'on leur explique les raisons des décisions à prendre, des gestes à poser. Ces aspirations sont en quelque sorte le reflet de l'évolution de la

société de laquelle ils sont issus. Les chercheurs qui œuvrent en santé et en sécurité du travail devront revoir leurs façons d'intervenir dans les milieux, la précarité des emplois que les jeunes occupent influençant de façon importante leur expérience du métier, pouvant teinter leur contribution à des recherches qui portent notamment sur l'organisation du travail.

Les représentants des entreprises comprennent qu'ils doivent eux aussi choisir leur vocabulaire et leurs approches pour faire passer leur message de prévention à la nouvelle génération de travailleurs. Un message qui ne devrait d'ailleurs pas être véhiculé seulement au travail, mais aussi, croient les organismes du réseau de la prévention, lors de situations qui peuvent se présenter à la maison, à l'école et dans les loisirs pour que la prévention devienne un mode de vie. Les présentations faites durant le colloque *Les jeunes et la SST dans une société en mouvement* peuvent être lues sur le site Web de l'IRSST à www.irsst.qc.ca.

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES JEUNES, LA SPIRITUALITÉ ET LES RELIGIONS

Jean-Philippe Perreault

Membre de l'Observatoire Jeunes et Société

Étudiant-chercheur en sciences des religions, Université Laval

Le 13 avril dernier s'est tenue, à l'Observatoire Jeunes et Société, une journée d'étude portant sur le rapport des jeunes au religieux. Cette rencontre, qui a réuni seize chercheurs provenant de sept institutions (UQAM, UdeM, UQTR, ministère de l'Éducation, Cégep de Sainte-Foy, INRS, Université Laval), fut une occasion unique et appréciée de réfléchir collectivement à cette question dont l'émergence dans différentes tribunes en confirme l'actualité et la pertinence.

Les dix présentations inscrites au programme de cette journée ont été autant d'ouvertures permettant d'aborder des perspectives de recherche particulières et d'amorcer de féconds échanges. Ont été ainsi discutés tant la place de l'étude de la religion en sociologie de la jeunesse que les enjeux de l'expérience spirituelle et religieuse des jeunes ; tant les quêtes de sens dans la société du marché que la dimension religieuse dans les logiques identitaires ; tant les mutations sociales et les transformations du sujet dans

une période de post-catholicisme que la configuration de l'expérience de conviction ; tant les acquis de la recherche que les questions de transmission et de mémoire ; tant la fascination pour le paranormal que des évolutions et défis des interventions pastorales.

On ressort, entre autres éléments, la nécessité d'être attentif à l'inattendu et au paradoxal dans nos tentatives de cerner le religieux chez les jeunes. En effet, nous sommes face à un terrain changeant dans lequel le religieux

ne se trouve pas annihilé, mais bien disséminé, adoptant de nouvelles formes et soumis à d'autres instances régulatrices, notamment celles du marché. Les jeunes se trouvent ainsi mis en demeure de « construire le sens » de manière originale et subjective, ayant à choisir parmi les multiples propositions dans une conjoncture où les repères autrefois fournis par les traditions ne semblent plus crédibles et pertinents. Ainsi se voient questionnés la place et le rôle des traditions religieuses, les possibilités de transmission

d'un héritage et les assises sur lesquelles reposent les interventions auprès des jeunes. Il nous faut donc explorer ce qu'il en est de la construction du sens chez les jeunes en étant attentifs aux acquis des recherches sur la jeunesse, fruits du travail d'observation des différents temps de transitions.

En fin de journée, les participants et participantes ont affirmé leur intérêt à poursuivre la réflexion et le travail collectif. Il y aura donc des suites et nous en sommes

à déterminer les modalités à court et à moyen termes. Manifestement, il existe actuellement un désir de créer des espaces qui favoriseront le développement de ce champ de recherche en brisant l'isolement des chercheurs par l'échange, la mise en commun et le travail d'équipe. La force créatrice et la dynamique de concertation de l'Observatoire Jeunes et Société ont non seulement permis la tenue de cette journée, mais en font le lieu d'enracinement et de développement tout désigné pour les projets qui viendront.

PUBLICATIONS DES MEMBRES

BOURDON, Sylvain et Sylvie ROY (2004), *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble: inspirer de nouveaux environnements éducatifs. Cadre andragogique pour les services de formation et d'accompagnement adaptés visant les décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés de 16-24 ans*, Ministère de l'Éducation du Québec, Québec, 40 pages.

BOURDON, Sylvain et Sylvie ROY (2004), *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble: fiches descriptives. Des services de formation et d'accompagnement adaptés visant les 16-24 ans faiblement scolarisés*, Ministère de l'Éducation du Québec, Québec, 46 pages.

CHARBONNEAU, Johanne (2004), *Contexte sociétal et réversibilité des trajectoires au début de l'âge adulte*, collection Inédits, n° 2004-01, INRS Urbanisation, Culture et Société, Montréal, 38 pages.

Conseil de développement de la recherche sur la famille (2005), *Compte rendu « Qu'attend-on des jeunes d'aujourd'hui? Les jeunes et leurs valeurs »*, numéro spécial, hiver 2005, 20 pages (disponible en ligne à www.uqtr.ca/cdrfq).

DESCHENAUX, Frédéric, Claude LAFLAMME, Magalie MOREL et Nicolas BOUCHER (2005), *Participation, mobilité géographique et insertion professionnelle des jeunes estriennes et estriens, rapport remis au Forum jeunesse Estrie* (disponible en ligne à www.forumjeunesseestrie.qc.ca)

DESCHENAUX, Frédéric et Claude LAFLAMME (2004), « Participation sociale et mobilité géographique: gage d'une insertion professionnelle de qualité? », *Lien social et Politiques. Engagement social et politique dans le parcours de vie*, n° 51, printemps, p. 39-48.

GAUTHIER, Madeleine (2004), « Une génération charnière pour le développement des bibliothèques publiques: les 25 à 34 ans », dans J.-P. Baillargeon (dir.), *Bibliothèques publiques et transmission de la culture à l'orée du XXI^e siècle*, Les Éditions de l'IQRC et Les Éditions de l'ASTED, Sainte-Foy, p. 119-136.

MAGNAN, Marie-Odile (2005), « Migrations et identité collective des Anglo-Québécois: une perspective générationnelle », *Le Québec: regards pluriels. Actes du 10^e colloque étudiant du CIEQ, Centre interuniversitaire d'études québécoises*, p. 30-37.

MAGNAN, Marie-Odile (2005), sous la direction de Madeleine GAUTHIER, « To Stay or Not to Stay? »: *Migrations of Young Anglo-Quebecers. Literature Review*, INRS Urbanisation, Culture et Société, Montréal, 69 pages.

MAGNAN, Marie-Odile (2004), « "Should I Stay or Should I Go Now?" Reste-t-il des jeunes anglophones au Québec? », dans M. VENNE (dir.), *L'Annuaire du Québec 2005*, Fides, Montréal, p. 192-199.

PARAZELLI, Michel (2004), « De la marge citoyenne: bilan d'une expérience d'autogestion. Entrevue avec Max », *Nouvelles pratiques sociales. Dossier: une pragmatique de la théorie*, vol. 16, n° 2, p. 7-18.

PILOTE, Annie (2004), *La construction de l'identité politique des jeunes en milieu francophone minoritaire: le cas des élèves du Centre scolaire communautaire Sainte-Anne à Fredericton au Nouveau-Brunswick*. thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 345 pages.

PRONOVOST, Gilles (2005), « Temps libre, santé et bien-être chez les enfants et les adolescents québécois » (chapitre 9), *Temps sociaux et pratiques culturelles*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 180 p.

SIMARD, Myriam (2004), « Le lien avec la famille immédiate et la parenté dans la vie des jeunes adultes québécois nés de parents immigrants installés en région », *Recherches sur la famille. Conseil de développement de la recherche sur la famille*, vol. 5, n° 2, printemps 2004, p. 7-10.

SIMARD, Myriam (2004), « Liens transnationaux et participation internationale des jeunes d'origine immigrée en région au Québec », *Lien social et Politiques. Engagement social et politique dans le parcours de vie*, n° 51, printemps, p. 111-122.

VULTUR, Mircea, Madeleine GAUTHIER et Claude TROTTIER (2004), « L'emploi chez les jeunes sans diplôme », dans M. VENNE (dir.), *L'Annuaire du Québec 2005*, Fides, Montréal, p. 335-339.

MEMBRES DE L'OJS

RÉSEAU DE CHERCHEURS

Yao Assogba,

Université du Québec en Outaouais (UQO)

Céline Bellot, Université de Montréal

Sylvain Bourdon, Université de Sherbrooke

***Johanne Charbonneau,**

INRS Urbanisation, Culture et Société

Serge Côté,

Université du Québec à Rimouski (UQAR)

Christine Dallaire, Université d'Ottawa

Frédéric Deschenaux,

Université du Québec à Rimouski (UQAR)

Lucie Fréchette,

Université du Québec en Outaouais (UQO)

****Madeleine Gauthier,**

INRS Urbanisation, Culture et Société

***Camil Girard,**

Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

***Jacques Hamel,** Université de Montréal

Claude Laflamme, Université de Sherbrooke

****Patrice LeBlanc,**

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Marie Lequin,

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Antoine Lutumba N'Tetu,

Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Thibault Martin,

Université du Québec en Outaouais (UQO)

Marc Molgat, Université d'Ottawa

Diane Pacom, Université d'Ottawa

** Membres du comité exécutif — * Membres du comité scientifique

***Michel Parazelli,**

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Jean-Louis Paré,

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Lucie Piché, Cégep de Sainte-Foy

Gilles Pronovost,

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Anne Quéniart,

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Bernard Rivière,

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Jacques Roy, Cégep de Sainte-Foy

***Chantal Royer,**

Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

Martin Simard,

Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Myriam Simard,

INRS Urbanisation, Culture et Société

Dietlind Stolle, Université McGill

Annie Tremblay, Université de Montréal

Claude Trotter, Université Laval

Michèle Vats-Laaroussi,

Université de Sherbrooke

****Mircea Vultur,**

INRS Urbanisation, Culture et Société

MEMBRES ASSOCIÉS

Jean-François Guillaume,

Université de Liège

Patrick Moquay, ENGREF, Clermont-Ferrand

Laurence Rouleau-Berger,

Université Lumière Lyon-2

Derek Wilkinson, Université Laurentienne

MEMBRES STAGIAIRE POST-DOCTORANTS

Sylvio Marcus Correa,

INRS Urbanisation, Culture et Société

Annie Pilote,

INRS Urbanisation Culture et Société

MEMBRES ÉTUDIANTS

Guylaine Chabot,

Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Annamaria Colombo,

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Stéphanie Garneau,

Université Lumière Lyon-2

Suzanne Gilbert, Université Laval

Marie-Odile Magnan, Université Laval

Jean-Philippe Perreault, Université Laval

Juno Tremblay,

INRS Urbanisation, Culture et Société

Audrey Walker, Université Laval

MEMBRES PROFESSIONNELS

Claire Boily,

INRS Urbanisation, Culture et Société

Pierre-Luc Gravel,

INRS Urbanisation, Culture et Société

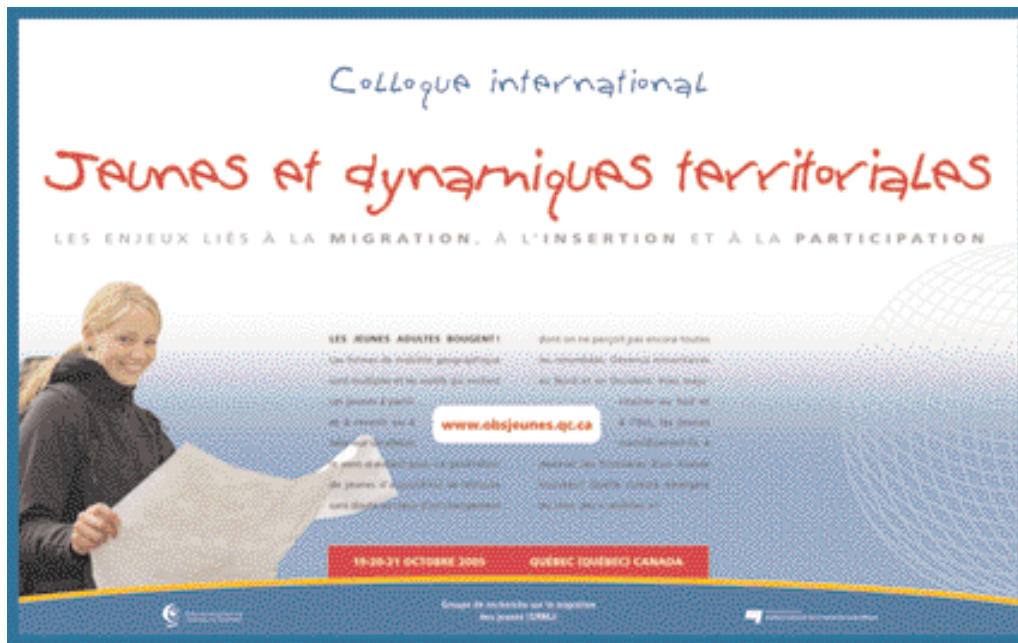
Jaël Mongeau,

INRS Urbanisation, Culture et Société

PARTENAIRE

***Donatilla Cyimpaye**

Secrétariat à la jeunesse



Coordination : Annie Pilote • Éditrice : Madeleine Gauthier • Correction linguistique : Pierre Frisko • Réalisation graphique : Deschamps Design



Université du Québec

Institut national de la recherche scientifique

Urbanisation, Culture et Société

Observatoire Jeunes et Société
INRS-Urbanisation, Culture et Société
490, de la Couronne, bur. 6332
Québec (Québec) G1K 9A9
Téléphone : (418) 687-6429
www.obsjeunes.qc.ca